

L'AMÉRIQUE LATINE

Entre réalignement atlantiste, crise économique et déchirements internes

PAR

Christophe VENTURA
Chercheur à l'IRIS

Octobre 2016

Note de conjoncture réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de Développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de son auteur. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de Développement.

Note de conjoncture



AFFRONTEMENTS POLITIQUES À VENIR

L' image résume à elle seule la conjoncture latino-américaine et **les déchirements qui vont travailler la région dans la période à venir**. Mardi 20 septembre 2016, tandis que Michel Temer, installé nouveau président du Brésil (non élu, jusqu'en 2018), entame son premier discours officiel devant l'Assemblée générale des Nations unies réunie à New-York (20-26 septembre), les représentants de six pays du sous-continent quittent la salle en signe de protestation contre celui qu'ils considèrent incarner une rupture de l'ordre démocratique au Brésil. En effet, ces pays - la Bolivie, Cuba, le Costa-Rica, l'Equateur, le Nicaragua et le Venezuela - ne reconnaissent pas la légitimité de celui qui doit sa présidence à la destitution controversée de Dilma Rousseff prononcée par le Sénat le 31 août. La principale intéressée, ainsi que la gauche et une partie de la société civile brésilienne considèrent que le pays vient de connaître un " coup d'Etat".

Hormis le Costa-Rica, tous ces pays appartiennent à l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alba), fondée en 2004 à l'initiative de Fidel Castro (Cuba) et de Hugo Chavez (Venezuela).

Politiquement, deux Amérique latine se font désormais face, sur fond d'approfondissement de la crise économique et sociale dans toute la région, de poussées des forces de centre droit et de droite et de repositionnement géostratégique progressif des Etats-Unis, de la Chine et de l'Union européenne aux prises avec les développements multiples (géopolitiques, économiques, climatiques, etc.) d'une crise systémique qui rend le monde plus instable et chaotique.

L'année 2016 projette l'Amérique latine dans un nouveau cycle politique. En effet, les deux principales économies de l'Amérique du Sud ont changé de majorité politique. Le 10 décembre 2015, l'entrepreneur Mauricio Macri a été élu, à la surprise des observateurs, président de la République d'**Argentine**, mettant un terme au cycle de douze ans de gouvernements « Kirchnéristes » (Nestor et Cristina Kirchner), moteurs dans la dynamique du cycle régional de gauche/centre-gauche des années 2000-2010. Au **Brésil**, la destitution de Dilma Rousseff pour « crime de responsabilité » fiscale met fin, elle, au cycle des gouvernements du Parti des travailleurs (PT) sur fond de multiplication de scandales de corruption dans le cadre de l'affaire « Lava Jato » (« Kärcher ») qui touche la société pétrolière publique Petrobras¹. C'est désormais une coalition de centre-droit/droite (essentiellement composée autour de deux partis, le

¹ "Lava Jato" est initialement le nom de code judiciaire de l'enquête pour corruption lancée en 2014 contre la société pétrolière Petrobras et une trentaine d'autres entreprises. Elle révèle un système de surfacturation des investissements du champion pétrolier au profit des principales entreprises de travaux publics du pays et de pots de vin (3,5 milliards d'euros en dix ans) versés par ces dernières aux principaux partis politiques au pouvoir en échange de marchés et de faveurs politiques.

Parti de la social-démocratie – PSDB, défait à l'élection présidentielle de 2014 - et le Parti du mouvement démocratique brésilien – PMDB, ancien allié du PT) qui dirige le géant régional (près de 40 % du PIB latino-américain).

Des élections municipales se dérouleront les 2 et 30 octobre dans un pays plongé dans une crise politique durable. D'ores et déjà, le premier tour s'est révélé être un désastre pour le PT, passé de troisième à dixième force électorale municipale du pays en perdant la moitié de ses électeurs entre 2012 et 2016. L'affaïssement de l'image du PT dans les médias (qui mènent campagne contre lui), son association au scandale Petrobras, mais aussi ses erreurs au gouvernement qui l'ont éloigné de ses bases populaires expliquent largement ce résultat. Pour sa part, le nouveau gouvernement, dont la légitimité est mise en cause, essuie une forte impopularité, plus importante encore que celle du gouvernement antérieur. **La destitution de Dilma Rousseff ne résout ainsi pas la crise démocratique et politique ouverte dans le pays.** Les réformes annoncées par M. Temer seront difficiles à faire voter, encore plus à mettre en œuvre.

Au **Venezuela**, l'opposition a remporté, pour la première fois depuis quinze ans, une élection majeure le 6 décembre 2015 (législatives). Pris dans une spirale d'affrontements politiques radicalisés et de dégradation constante de son économie, le pays de la révolution bolivarienne est l'objet de toutes les inquiétudes. Sur le plan politique, la question de l'organisation d'un référendum révocatoire contre le président Nicolas Maduro - prévu par la Constitution - cristallise toutes les passions. La Constitution vénézuélienne prévoit deux cas de figure. Si le référendum est organisé avant la mi-mandat (ici le 10 janvier 2017) et que le président est révoqué par le vote, des élections anticipées sont alors organisées. Si la consultation a lieu après la date de mi-mandat, c'est le vice-président qui assure le pouvoir jusqu'au terme du mandat en cours (2019). Le Conseil national électoral a décidé que le référendum se tiendra finalement "au milieu du premier trimestre 2017" et que la campagne de collecte des signatures – il faut 20% du corps électoral mobilisé par voie de pétition pour obtenir l'organisation formelle de ce référendum – se tiendra du 26 au 28 octobre. L'opposition dénonce cette décision. Certains de ses secteurs les plus radicaux en appellent à la "désobéissance civile nationale", indépendamment de l'avancée du processus de référendum. **L'année 2017 se profile comme une année « hyper-électorale ».** En effet, parallèlement au processus incertain de référendum, des élections régionales se tiendront à la fin du premier trimestre 2017 (initialement attendues fin 2016) et des élections municipales à la fin du second trimestre. Face au risque d'une implosion politique aux conséquences incalculables pour la région, une délégation internationale appuyée par l'Union des nations sud-américaines (Unasur), dirigée par l'ancien chef de gouvernement espagnol José Luis Zapatero, mène une mission de médiation – avec l'accord des Etats-Unis – pour l'établissement d'un dialogue entre le gouvernement et

l'opposition (notamment sur la question économique qui doit, selon les acteurs, être prioritaire sur la question politique). Le Pape François a également fait part de sa disponibilité pour rejoindre ce processus.

En **Equateur**, l'élection présidentielle de 2017 se déroulera sans Rafael Correa. Lenín Moreno portera les couleurs du camp de la « Révolution citoyenne » tandis que la victoire ne paraît pas garantie. Pour sa part, en **Bolivie**, Evo Morales fait face à la récurrence de mouvements sociaux (provenant à la fois de sa gauche, contre les projets extractivistes, et par ailleurs de l'opposition de droite) contre son gouvernement après sa défaite le 21 février 2016 lors d'un référendum concernant la possibilité qu'il puisse briguer un quatrième mandat en 2019.

Enfin, au **Pérou**, la victoire du libéral Pedro Pablo Kuczynski à l'élection présidentielle du 5 juin 2016 confirme la tendance de retour au pouvoir des droites dans la région.

NOUVELLES ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES ET GÉOPOLITIQUES

Retour du multilatéralisme

Les nouveaux pouvoirs promeuvent une orientation économique et géopolitique commune dont la première caractéristique est de rompre avec celle qui a présidé à la trajectoire du sous-continent depuis le début des années 2000. Cette dernière comportait, dans des configurations différentes selon les contextes nationaux, plusieurs dynamiques. Parmi celles-ci, la rupture partielle avec les politiques des institutions financières internationales, notamment du FMI et de la Banque mondiale, la réappropriation des ressources naturelles par les Etats et le retour de ces derniers dans la sphère de régulation de l'économie, l'utilisation de la rente pour la mise en place de politiques publiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales, de redistribution et de relance par la consommation populaire, la prise de distance avec les puissances tutélaires traditionnelles (Etats-Unis et Europe) au profit d'une plus grande intégration autonome de la région et d'une diversification des alliances internationales (relations Sud/Sud : Chine, Afrique, Moyen-Orient).

Basé sur une stratégie d'accès facilité au crédit et de redistribution sociale intérieure élargie – génératrice d'une augmentation des revenus disponibles pour la consommation – dans un contexte de « boom » des exportations, le modèle de croissance garantissait simultanément de juteux profits aux secteurs économiques locaux. Il militait également en faveur du développement d'un axe Sud / Sud – notamment avec la Chine.

Désormais, la page se tourne. **Les nouvelles droites considèrent que face à la crise économique, il convient désormais de rompre avec le modèle antérieur.** Le ralentissement durable du commerce international et de la croissance mondiale a produit plusieurs conséquences : chute de la demande mondiale des matières premières et des ressources naturelles - dont l'exploitation et l'exportation sur les marchés mondiaux sont la principale activité des économies latino-américaines -et effondrement de leurs cours (les pires depuis un quart de siècle) ; relèvement des taux de la Réserve fédérale américaine (FED) fin 2015 qui a provoqué une fuite de capitaux des économies émergentes vers les États-Unis, le renchérissement programmé du coût des dettes publiques libellées en dollars, la dépréciation des monnaies locales. **Ces répercussions de la crise de 2008 en Amérique latine frappent toute la région, notamment le cône Sud.** En 2015, l'Amérique latine a connu sa plus faible croissance depuis 2009 (0,5 % en moyenne), avant d'entrer en récession en 2016 (- 0,9 % en moyenne, 2,2 % pour le cône Sud²).

A la contraction de l'économie (prévisions de -0,5 % pour l'Argentine, -3,3% pour le Brésil, -10% pour le Venezuela en 2016) s'ajoutent la chute des investissements directs étrangers dans la région (-16 % en 2014), des exportations (-14 % en 2015), l'augmentation du chômage (la plus forte depuis 2009, 7 % de la population active en moyenne en 2015), de la pauvreté (29,2% de la population en 2015, 175 millions d'individus dont 75 millions dans l'indigence, contre 28% en 2014, 167 millions d'individus dont 71 dans l'indigence), de l'inflation (11 % au Brésil, 40 % en Argentine, 720 % au Venezuela)³.

Dorénavant, les secteurs économiques et financiers se désaffilient des schémas antérieurs et prônent une (ré)insertion plus marquée des pays latino-américains dans les courants dominants du libre-échange et de la finance internationale, auprès des États-Unis et de l'UE notamment, en misant sur les négociations d'accords commerciaux bi-nationaux, bi-régionaux ou « méga-régionaux ».

Tensions dans le Mercosur

Les tensions qui assaillent actuellement le Marché commun du Sud (Mercosur) cristallisent ces évolutions en cours et font du bloc commercial sud-américain (75% du PIB de la région) le principal théâtre des affrontements régionaux. L'Argentine,

² Source : Site de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), « Actividad económica de América Latina y el Caribe se contraerá -0,9% en 2016 y crecerá 1,5% en 2017 », 12 octobre 2016 : <http://www.cepal.org/es/comunicados/actividad-economica-america-latina-caribe-se-contraera-09-2016-crecera-15-2017>

³ Source : FMI, *World Economic Outlook*, octobre 2016 (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2016/02/>) et Cepal, *Panorama Social de América Latina 2015*, mars 2016 : <http://www.cepal.org/es/publicaciones/panorama-social-america-latina-2015-documento-informativo>

le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay (pays fondateurs) refusent la présidence « pro-tempore » (tournante) au **Venezuela** (membre depuis 2012) prévue au second semestre 2016 et affirment qu'ils l'assureront collectivement jusqu'au 1^{er} décembre, date à laquelle le pays sera « *suspendu* » s'il n'a pas rempli certaines obligations. En effet, selon eux, Caracas n'honorerait pas toutes ses obligations induites par les traités du Mercosur en matière commerciale et de droits de l'homme. Ils accusent le pays de dérive autoritaire et de persécution de ses opposants politiques. Leur objectif est, *in fine*, de l'exclure et de renforcer son isolement sur la scène régionale. Portant le fer sur la question démocratique, les adversaires du **Venezuela** espèrent, en menant cette bataille au sein du Mercosur, fournir les arguments nécessaires à la suspension du pays de l'Organisation des Etats américains (OEA) au titre de l'application de la charte démocratique de l'organisation. Une telle décision reviendrait à marginaliser le Venezuela et à justifier qu'il fasse l'objet de sanctions par la « communauté internationale ». Pour sa part, Caracas rejette catégoriquement chacune de ces accusations et affirme sa volonté ferme de rester membre du bloc. La crise ouverte ne trouve pour le moment aucune solution.

Au-delà, pour l'**Argentine** et le **Brésil**, il s'agit désormais de « refondre » le Mercosur pour le rendre compatible avec les logiques dominantes du libre-échange international, de le rapprocher de la libérale Alliance du Pacifique dont les membres (Chili, Colombie, Mexique, Pérou)⁴ sont les principaux partenaires des États-Unis dans la région, ainsi que de faciliter la signature, par ses pays membres, d'accords bilatéraux avec l'UE et les États-Unis. Du 10 au 14 octobre, des discussions ont eu lieu à Bruxelles entre les pays fondateurs du Mercosur (sans le Venezuela) et l'Union européenne pour avancer vers la signature d'un accord de libre-échange entre les deux blocs. De nouvelles se tiendront à Buenos Aires en mars 2017.

Une vague de politiques d'austérité

Sur le plan intérieur, ces nouveaux gouvernements de centre-droit/droite engagé, dans la même perspective, des programmes de baisse drastique des dépenses publiques et de coupes dans les budgets sociaux, ainsi que de ré-endettement de l'Etat sur les marchés financiers internationaux (Argentine). Ils mettent également en place des programmes de privatisation, des politiques de rigueur salariale et sociale et de flexibilisation accrue du marché du travail afin de créer un climat propice pour les investisseurs étrangers, dont ils espèrent qu'ils viendront financer la reprise économique. Ce modèle libéral est celui appliqué de longue date dans d'autres pays du sous-continent, tel le Mexique.

⁴ L'Argentine est devenue membre observateur du bloc lors de son XI^e sommet tenu à Frutillar au Chili (28 juin-1er juillet 2016). Le président Mauricio Macri y a plaidé l'"intégration du Mercosur dans l'Alliance du Pacifique".

S'il est trop tôt pour analyser les premiers effets de ces nouvelles orientations, la situation argentine indique qu'aucun de ces gouvernements ne bénéficiera de période de grâce. En effet, la situation économique et sociale se détériore significativement pour la population depuis l'arrivée au pouvoir de Mauricio Macri et ce dernier fait face à une chute constante de sa popularité et au retour de mobilisations sociales contre sa politique.

FIN DE CYCLE ET RETOUR DES ÉTATS-UNIS

Le Brésil en difficulté ouvre les portes de la région aux Etats-Unis

Les renversements en cours, notamment au **Brésil**, vont modifier l'ensemble des équilibres régionaux et affecter les formes de l'intégration latino-américaine. **Pôle de stabilité, le géant sud-américain devient l'épicentre de la déstabilisation générale.** Sans lui, les autres pays progressistes, qu'ils soient gravement en crise (**Venezuela**) ou relativement plus stables (**Bolivie, Équateur, Uruguay**), ne pourront plus animer la dynamique régionale, ni nationalement, ni dans le cadre d'organisations régionales dans lesquelles leurs poids est secondaire face à **l'Argentine** et le **Brésil** (Unasur, Mercosur, Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes – Celac –, 33 pays avec le Mexique dont le prochain sommet se tiendra le 21 janvier 2017 à Saint-Domingue en République dominicaine). **Sans le point d'appui et de protection politique et géopolitique que représentait jusqu'ici le Brésil, ces pays vont devenir plus exposés que jamais à toutes les adversités.** De l'évolution de la situation politique brésilienne dépendra de manière déterminante l'avenir d'une région déstabilisée soumise au retour des États-Unis.

Ces derniers poursuivent leur processus de normalisation avec **Cuba** afin d'ouvrir un nouveau cycle de relations avec les pays latino-américains, moins idéologique et plus pragmatique. Mais seul le Congrès peut décider la levée de l'embargo contre Cuba. Le président Barack Obama a renouvelé pour une année supplémentaire (2017) l'application contre Cuba de la Loi de commerce avec l'ennemi - Trading with the Enemy Act (TWEA) - qui encadre l'ensemble du dispositif d'embargo contre l'île.

La stratégie américaine en Amérique latine consiste pour la première puissance mondiale à se redéployer dans la région dans le domaine énergétique, partout où cela est possible et en cherchant à contenir l'expansion chinoise en la matière. Tandis que les Etats-Unis amorcent une révolution dans ce secteur-clé grâce à l'autosuffisance qu'ils atteindront en 2030 ou 2035, ils ambitionnent de devenir le pôle énergétique hégémonique au niveau mondial. Dans cette perspective impensable il y a

quelques années encore, il s'agit ainsi pour eux de développer des partenariats (pétrole, gaz, ressources de schistes) stables avec, notamment, le **Mexique**, les **pays caribéens**, la **Colombie**, l'**Argentine** et le **Brésil**. Dans leur stratégie, l'inclusion de l'Amérique latine à leur pôle a pour objectif de conforter leur suprématie énergétique à venir.

Dans cette perspective, Barack Obama accélère le regain américain dans la région, notamment en Amérique centrale et en **Colombie**. Zone d'influence première des Etats-Unis en Amérique latine, la sous-région intéresse Washington pour son potentiel en ressources naturelles (minerais, « houille blanche », etc.) qu'il ne veut pas voir trop convoité par la Chine ou, secondairement, les Européens. L'administration américaine souhaite, dans un même mouvement, sécuriser cette partie du sous-continent, tarir les flux migratoires qui convergent vers le territoire nord-américain et améliorer, à terme, le climat des affaires et la sécurisation des investissements. Ainsi, le président américain a lancé le plan « Paix Colombie » (Paz Colombia), pour lequel il a sollicité une enveloppe de 450 millions de dollars auprès du Congrès (février 2016) pour contribuer, dès 2017, à la lutte contre le crime organisé dans le pays et au financement du développement économique et social dans la perspective du post-conflit armé.

Le 30 août 2016 est entré en vigueur un cessez-le-feu bilatéral définitif entre l'Etat colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc). Signé le 26 septembre par les parties, l'accord de paix a néanmoins été rejeté à la surprise générale lors du référendum (« plébiscite ») du 2 octobre par 50,2% des votants dans le contexte d'un faible taux - le plus faible depuis 1994 tous scrutins confondus - de participation (37%). Cet accord couvrait cinq sujets centraux : le développement rural, la participation de la guérilla à la vie politique, la réparation des victimes et la mise en place d'une justice transitionnelle pour juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, la question du trafic de drogue et celle du futur des combattants (Désarmement, Démobilisation, Réintégration). Semblant avoir cristallisé une diversité de mécontentements sociaux, économiques et politiques contre Juan Manuel Santos et son gouvernement, au-delà de la question posée, ce référendum a fragilisé le dirigeant - devenu depuis Prix Nobel de la Paix - et renforcé son éternel rival, l'ancien président (2002-2010) Alvaro Uribe. Deux points sont au cœur de la controverse entre eux sur l'accord : la question de l'emprisonnement - non prévu dans l'accord - des dirigeants des Farc responsables de crimes de guerre et de violation des droits de l'homme et l'intégration de la guérilla dans la vie politique.

Désormais, Juan Manuel Santos a mis en place une commission de dialogue entre tous les acteurs (pro et anti-accord) afin de « rectifier » le texte et de présenter un nouvel accord. Parallèlement, le gouvernement et la guérilla de l'Armée nationale de libération

(ELN) ont annoncé le début d'une négociation formelle à Quito (Equateur) le 27 octobre pour aboutir à un autre accord de paix.

L'intérêt du président est d'aboutir au plus vite afin de ne pas laisser les secteurs les plus radicaux (à droite et au sein des Farc) prendre du poids et saboter les négociations, notamment en recourant à des violences qui enflammeraient le pays, toujours protégé par le cessez-le-feu bilatéral qui a été confirmé dès le soir du vote du 2 octobre.

Ces négociations pour l'accord se déroulent à La Havane avec l'appui du Chili, du Venezuela et de la Norvège en tant que pays accompagnateurs. Le processus a démarré le 4 septembre 2012 avec l'engagement du président Juan Manuel Santos et du dirigeant des Farc Rodrigo Londono, dit « Timochenko ».

A destination de l'Amérique centrale, Barack Obama a lancé l'Alliance pour la prospérité (Alianza para la Prosperidad). Ce projet bénéficie d'une enveloppe de 750 millions de dollars. Adopté par le Congrès américain en décembre 2015, ce plan vise à contenir l'implosion des pays centraméricains – ceux du Triangle Nord (**Salvador, Guatemala, Honduras**) – rongés par la corruption, la pauvreté, le trafic de drogue, le crime organisé et la crise politique et institutionnelle. Ces pays connaissent des saignées migratoires régulières, qui renforcent les flux de clandestins – notamment d'enfants mineurs non accompagnés – vers la frontière entre le **Mexique** et les États-Unis. Dans la perspective de renforcer les dispositifs de contrôle et d'endiguement des flux migratoires, l'allié traditionnel mexicain recevra une aide de 129 millions de dollars en 2017. Dans tous ces pays, une partie importante des fonds perçus sera allouée au financement et à la formation de forces de police et d'intervention contre le crime organisé, ainsi qu'aux douanes et aux polices des frontières pour contenir les flots de candidats aux migrations. En 2016, près de 410 000 personnes ont traversé illégalement la frontière mexicaine pour s'installer aux États-Unis. Il s'agit d'une augmentation de 23% par rapport à 2015. Dans cette évolution, la part des migrants mexicains baisse, tandis que celle issue du « Triangle Nord » ne cesse d'augmenter.

Par ailleurs, le Mexique continue de constituer un marché clé pour les exportations de gaz naturel et de schistes américains. Avec le Chili et la Chine, le pays est le principal client des États-Unis dans le secteur du gaz naturel, au point que certains observateurs pointent un risque de dépendance. L'élargissement du canal de Panama accroît sans cesse les capacités d'exportation des États-Unis vers le Golfe du Mexique et l'Asie. Bien que le Mexique dispose de 17 millions de mètres cubes de réserves prouvées de gaz naturel et de 545 millions de mètres cubes de réserves de gaz de schiste (sixième réserve mondiale), il est importateur net. En effet, par manque de technologies et du fait des politiques du gouvernement qui privilégient l'achat de la ressource peu chère aux États-Unis (86% des besoins du Mexique en gaz naturel ont été assurés par les États-

Unis en 2016), le pays ne profite pas de ses potentiels⁵. Selon la US Energy Information Administration (EIA), les exportations de gaz des Etats-Unis vers le Mexique augmenteront de 70 % entre 2015 et 2020⁶.

Toutes ces initiatives américaines interviennent tandis que la Chine annonce de son côté que l'Amérique latine sera « région prioritaire » pour ses investissements dans les dix années à venir (elle souhaite augmenter son stock d'investissements dans la région de 250 milliards de dollars d'ici 2025, contre 94 aujourd'hui).

Entre crises et incertitudes, l'Amérique latine reste l'enjeu d'un rapport de forces prioritaire entre les deux premières puissances mondiales. ■

⁵ Chiffres tirés de « Mexico aumenta dependencia de gas natural de Estados Unidos », *Opportimes*, 16 août 2016 : <http://www.opportimes.com/energia/mexico-aumenta-dependencia-de-gas-natural-de-estados-unidos/>

⁶ *El Economista*, « EU venderá 70% más gas a México en el 2020 », 25 août 2016 : <http://eleconomista.com.mx/industrias/2016/08/25/eu-vendera-70-mas-gas-mexico-2020>

L'AMÉRIQUE LATINE

Entre réalignement atlantiste, crise économique et déchirements internes

PAR

CHRISTOPHE VENTURA / CHERCHEUR À L'IRIS

NOTE DE CONJONCTURE RÉALISÉE PAR L'IRIS POUR LE COMPTE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

LES ANALYSES ET CONCLUSIONS DE CETTE NOTE SONT FORMULÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ DE SON AUTEUR. ELLES NE REFLETENT PAS NECESSAIREMENT LE POINT DE VUE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.

OCTOBRE 2016

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org